Compte-rendu du conseil municipal du 13 octobre 2016

Conseillers et conseillères Présents : Laetitia BREYSSE - Corine BRUCHET - Joseph CHANAL - Marie-Hélène CHAPUIS - Thierry DEFAY - Jacky FERRET - Teddy GARDES - Pierre GENTES - Virginie LAFFONT - Chantal REYNAUD - Alain SABATIER

Conseillers et conseillères absents : Bernard MARTIN (procuration Pierre GENTES) - Magalie GERENTON

Secrétaire de séance : Teddy GARDES

Copie : Martine CHAMBLAS (Secrétaire de mairie)

Ordre du jour :

- 1) Délibération pour un emprunt de 90000 €
- 2) Délibération pour projet de convention ISVT-Commune pour fleurissement dans le cadre du projet "embellissement autour de la rivière"
- 3) Délibération des communes sur la répartition des sièges dans la nouvelle communauté Mézenc Loire Meygal
- 4) Les contrats de ruralité
- 5) Demande de création d'un accès « mobilité réduite » devant la boulangerie place de la fontaine du four à Laussonne
- 6) Délibération pour signature du document d'arpentage RD49 contre-allée d'accès à l'école publique (ZD20 – ZD490 – ZD492)
- 7) Assurance groupe sur les risques statutaires
- 8) Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)
- 9) Fixation des tarifs pour une "concession" au columbarium
- 10) Divers

0) Ajout à l'ordre du jour

M. le Maire demande de rajouter à l'ordre du jour la demande d'aide financière de l'école que fréquente Armel DURAN
Le conseil municipal donne son accord

1) Délibération pour un emprunt de 90000 €

La commission « Finances-RH » s'est réunie le 5 octobre 2016. Elle préconise de réaliser un emprunt d'un montant de 90000 € sur 15 ans pour les besoins budgétaires ainsi que cela était prévu dans le budget primitif 2016 de la commune voté en mars 2016.

Par courrier du 30 septembre 2016, cinq établissements bancaires sont consultés : Le Crédit Agricole Loire Haute-Loire, la Caisse d'épargne d'Auvergne, la Banque Populaire, le Crédit Mutuel, la Banque Postale.

▪ **Le Crédit Agricole Loire Haute-Loire**

Le crédit agricole ne présente pas d'offre.

▪ **La Caisse d'épargne d'Auvergne et du Limousin**

Offre n° 1 : 90000 € sur 15 ans (remboursement trimestriel) au taux fixe de 1,06 % (60 échéances, remboursement constant du capital). Frais de dossier 180 € (0,20% du montant du prêt). Première échéance 25 février 2017. Montant total des intérêts = 7274,25 €. Versement des fonds avant 4 mois

Offre n° 2 : 90000 € sur 15 ans (remboursement annuel) au taux fixe de 1,06 % (15 échéances, remboursement constant du capital). Frais de dossier 180 € (0,20% du montant du prêt). Première échéance 25 novembre 2017. Montant total des intérêts = 7632,00 €

Offre n° 3 : 90000 € sur 15 ans (remboursement annuel à échéances choisies ce qui donne un taux apparent de 0,95%) au taux fixe de 1,06 % (15 échéances, remboursement constant du capital). Frais de dossier 180 € (0,20% du montant du prêt). Première échéance 25 janvier 2017. Montant total des intérêts = 6846,90 €

▪ **Le Crédit Mutuel du Sud-Est**

Le Crédit Mutuel ne présente pas d'offre.

▪ **La Banque Populaire**

Offre n° 1 : 90000 € sur 15 ans (remboursement trimestriel) au taux fixe de 1,25 % (60 échéances, remboursement constant du capital). Frais de dossier 180 € (0,20 % du montant du prêt). Montant de l'intérêt payé = 8578,20 €.

Offre n° 2 : 90000 € sur 15 ans (remboursement annuel) au taux fixe de 1,30 % (15 échéances, remboursement constant du capital). Frais de dossier 180 € (0,20 % du montant du prêt). Montant de l'intérêt payé = 9360,00 €.

▪ **La Banque Postale**

La banque Postale ne présente pas d'offre.

► Après en avoir délibéré le conseil municipal retient unanimement l'offre n° 3 de la caisse d'épargne d'Auvergne et du Limousin. Cette offre est à taux fixe au niveau 1,06 % sur 15 ans (taux actuariel de 0,95%). L'amortissement du capital est constant sur 15 échéances de remboursement. Le montant des frais de dossier est de 180 € (0.20 % du capital).

2) Délibération pour projet de convention "ISVT-Commune de Laussonne" pour fleurissement dans le cadre du projet "embellissement autour de la rivière"

La commission « animation - tourisme- fleurissement » a effectué une visite avec les représentants de l'ISVT en date du 26 septembre 2016 sur le site de la rivière à Laussonne entre le pont au bout de la rue des Lavandières et le square Niedergründau.

Cette convention de partenariat "ISVT – mairie de laussonne" se réalise dans le cadre d'une activité pédagogique, une activité de projet d'aménagement paysagers comprenant des travaux d'aménagement et de plantation au cœur du village de Laussonne. Ce partenariat portera sur la partie de conception et conseil pour "l'aménager paysager" du bourg, plus précisément sur la zone située le long du ruisseau.

Le résultat final des travaux se matérialisera in fine en une ou plusieurs propositions de plans paysagers faites par les apprentis aux élus du conseil municipal de Laussonne.

Ces propositions devront tenir compte de différentes contraintes définies par les élus, notamment :

- ▶ Le projet doit avoir pour objectif de valoriser le potentiel patrimonial de cet emplacement
- ▶ Contraintes de faisabilité technique et financière
- ▶ Contraintes de sécurité des personnes.

L'ISVT propose d'affecter principalement les 2 classes de BP « aménagement paysagers » du CFA à ce projet.

L'échéance des travaux : le CFA s'engage à réaliser cette phase de conception pour janvier 2017.

Les modalités financières et matérielles correspondent à la prise en charge par la commune

Les frais indicatifs de déplacement à savoir :

- Transport des apprentis en minibus de location : prévoir la somme de 60 € par demi-journée environ.

- Pour la partie conception, prévoir 3 à 4 demi-journées soit entre 180 € et 240 €

L'ISVT établira une facture des frais effectivement engagés à la fin du projet.

Après en avoir délibéré le conseil municipal autorise M le Maire à signer la convention "ISVT-Commune de Laussonne" pour fleurissement dans le cadre du projet "embellissement autour de la rivière"

3) Délibération des communes sur la répartition des sièges dans la nouvelle communauté Mézenc Loire Meygal

Conformément aux dispositions législatives et au conseil communautaire du 23 septembre 2016 les communes doivent délibérer au plus tôt sur la répartition des sièges du futur conseil communautaire de la nouvelle communauté Mézenc Loire Meygal. L'article L5211-6-2 du CGCT prévoit qu'en cas de fusion il y a lieu de redéfinir la gouvernance de l'EPCI et donc de procéder à une nouvelle détermination du nombre et de la répartition des sièges des conseillers communautaires. Cette gouvernance peut être fixée selon les règles de droit commun ou dans le cadre d'un accord local.

Pour le nouvel EPCI qui va regrouper 22 communes pour un population de 11388 habitants la répartition peut se faire :
Soit par le droit commun : 44 sièges

Soit par accord local : 40 sièges.

Commune	population	Droit commun	Accord local
LANTRIAC	2000	7	6
SAINT JULIEN CHAPTEUIL	1926	7	6
LE MONASTIER SUR GAZEILLE	1807	6	5
SAINT PIERRE EYNAC	1090	4	3
LAUSSONNE	1030	3	3
SAINT FRONT	450	1	1
FAY SUR LIGNON	416	1	1
LES ESTABLES	360	1	1
QUEYRIERES	330	1	1
CHADRON	280	1	1
LES VASTRES	219	1	1
SAINT MARTIN DE FUGERES	204	1	1
CHAMPCLAUDE	204	1	1
SALETTES	148	1	1
PRESAILLES	152	1	1
MONTUSCLAT	133	1	1
ALLEYRAC	132	1	1
FREYCENET LACUCHE	129	1	1

MOUDEYRES	112	1	1
CHAUDEYROLLES	103	1	1
FREYCENET LATOUR	102	1	1
GOUDET	61	1	1
Total	11388	44	40

Après discussion et après en avoir délibéré le conseil municipal approuve unanimement la répartition issue de l'accord local soit à 40 sièges.

M le maire ajoute également que le siège de la nouvelle communauté de communes est fixé à St Julien Chapeuil à compter du 1 janvier 2017 conformément à ce qui a été décidé en conseil communautaire Mézenc Loire sauvage du 23 septembre 2016. Toutefois, après discussion et à la majorité des membres, il est proposé que dans l'attente d'une réflexion sur un lieu plus adapté au développement du territoire, le siège de la nouvelle communauté soit temporairement à St Julien Chapeuil.

Les délégués communautaires pour la commune de Laussonne sont : Pierre GENTES - Chantal REYNAUD - Thierry DEFAY

4) Les contrats de ruralité

Sur invitation de M le Préfet une réunion de présentation des contrats de ruralité s'est tenu à la Préfecture le 7 octobre 2016 à 10h30.

Annoncés lors du 3ème comité interministériel aux ruralités de Privas du 20 mai 2016, les contrats de ruralités entrent dans une phase de concrétisation. Une circulaire de l'état du 23 juin 2016 précise les modalités de mise en oeuvre. Le Préfet lance un appel à candidature. Les premiers contrats couvriront la période 2017-2020 de devront être élaborés avant fin 2016 et signés avant le 30 juin 2017. Le contrat de ruralité "coordonne les moyens financiers et prévoit l'ensemble des actions et des projets à conduire en matière : d'accessibilité aux services et aux soins, de développement de l'attractivité, de redynamisation des bourgs-centres, de mobilité, de transition écologique, ou encore de cohésion sociale". La priorité est donnée à l'investissement. Les contrats de ruralité sont financés dans le cadre du fonds de soutien à l'investissement local (FSIL) doté d'un montant de 1,2 milliard d'euros. La DETR, le FSIL et le FNADT sont cumulables pour un même projet.

Le conseil régional, "chef de file de l'aménagement du territoire" est un partenaire privilégié de ces contrats. Le département peut également être associé.

Au-delà de leur première génération signée sur 2017-2020 pour être en phase avec les mandats électifs et les périodes de contractualisation régionale et européenne, ces contrats seront conclus pour une durée de 6 ans(2020-2026) avec une clause de révision à mi-parcours.

► M le maire informe le conseil que la commune de Laussonne doit être présente sur ces projets aussi bien sur les "contrats de ruralité" de l'état que sur les "projets de ruralité" de la Région. La commune de Laussonne devrait présenter les projets concernant le développement de l'attractivité et le redynamisation de bourg-centre de Laussonne sont : construction d'un cheminement sécurisé entre le centre du village et l'école publique; Aménagement RD36 entre le pont coté le Puy et la place de l'église dont son extension. Autres priorités à voir.

Lors d'une prochaine réunion, le conseil municipal sera invité à décider du montage des dossiers de subvention correspondants.

5) Demande de création d'un accès « mobilité réduite » devant la boulangerie place de la fontaine du four à Laussonne

M Eric OUTIN a déposé une demande d'autorisation pour aménager un accès « mobilité réduite » devant sa boulangerie « Le Fournil de la Fontaine » place de la fontaine du four.

La commission départementale d'accessibilité a donné son accord en date du 15 septembre 2016

A la lecture du dossier qui a été déposé et après en avoir délibéré le conseil municipal donne unanimement son accord.

6) Délibération pour signature du document d'arpentage RD49 contre-allée d'accès à l'école publique (ZD20 – ZD490 – ZD492)

Un mur de soutènement de la RD 49 route de St Julien au droit de la contre-allée d'accès à l'école a été construit en lien avec les travaux de construction de la nouvelle école et crèche de Laussonne. Il entre dans le champ d'exploitation et de maintenance à la charge du conseil départemental. En date du 23 septembre 2016 le géomètre expert propose un document d'arpentage visant à régulariser la situation entre la commune de Laussonne et le département de la Haute-Loire. Ce document d'arpentage présente la division d'une propriété cadastrée sur la commune de Laussonne, section ZD20 (ZD20a commune = 38 m2 et ZB20b département = 22 m2) – ZD n°490 (ZD 490a commune = 1326 m2 et ZD 490b commune = 114m2 soit 1440 m2)- n° ZD492 (ZD 492c commune = 1887 m2 et ZD 492d commune = 27m2 soit 1914 m2). Après en avoir délibéré le conseil municipal autorise M le Maire à signer ces documents d'arpentage.

7) Assurance groupe sur les risques statutaires : Taux de couverture en cas d'absence d'agent territorial.

Par courrier du 22 août 2016, M. le président du centre de gestion 43 informe M. le maire que le conseil municipal doit délibérer pour fixer le délai de franchise pour la couverture des risques statutaires pour les agents titulaires et stagiaires affiliés ou non affilié à la CNRACL. Ne sont pas affiliés les personnels qui effectuent moins de 28 heures par semaine. Le centre de gestion a passé un contrat avec Sciaci-Groupama qui court du 1 janvier 2017 à 31 décembre 2020. Ce contrat avec Sciaci-Groupama (retenu par le centre de gestion) couvre entièrement les obligations de l'employeur en matière de protection statutaire des agents.

► Pour les personnels titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL, le montant de la couverture de ce risque est de 5,95 % (6,30% dans le contrat précédent) de la masse salariale pour une franchise de 10 jours. Ce taux est de 5,20 % (5,30% dans le contrat précédent) pour une franchise de 30 jours.

► Pour les personnels titulaires et stagiaires non affiliés à la CNRACL, le montant de la couverture de ce risque est de 1,08% (1,00% dans le contrat précédent) de la masse salariale pour une franchise de 10 jours.

Après en avoir délibéré le conseil municipal opte unanimement pour un délai de franchise de 10 jours dans les deux situations.

8) Agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP)

Par courrier du 30 mai 2016, la DDT43 rappelle la nécessité d'entrer au plus tôt dans le dispositif d'Ad'AP.

La DDT43 rappelle que tous les établissements recevant du public sont concernés par ces obligations et pour chacun d'eux il est indispensable de fournir soit :

- a) Une attestation d'accessibilité dans le cas où l'établissement est déjà accessible (document modèle dans le dossier pour les Ets de 5ème catégorie seulement. Pour les autres une attestation délivrée par un bureau de contrôle ou un architecte est nécessaire (*).
- b) De déposer un agenda d'accessibilité programmée si des travaux sont à réaliser.

() Il n'y a pas d'établissement de cette catégorie inaccessible sur la commune*

La DDT43 demande à la commune de laussonne de déposer les dossiers correspondants dès que possible.

Le conseil municipal demande à Alain Sabatier de traiter ce dossier pour les cas a) et pour les cas b)

► Cas a) : Une attestation d'accessibilité d'un ERP 5^{ème} catégorie au 1 janvier 2016 : Ecole publique ; Ecole Privée Notre Dame ; Boulangerie « le Fournil de la Fontaine » ; l'Hôtel Restaurant le Clair Logis ; le restaurant des Planchas, le bar restaurant le St Florent ; le bar du centre ; le pôle scientifique des Coustilles le CEDERAD ; l'ensemble APC-Mairie ; le cabinet médical, le cabinet de Kinésithérapie, le cabinet ostéopathe ; la salle polyvalente ; le vestiaire du foot ; Ets Reynaud ; Laussonne auto ; Ets Chanal ; Manufacture de Chaussures Boissy ; Garage Gire, Délices du Chatelet, etc..

► Cas b) : Un Ad'AP pour : le magasin Vival, le salon de coiffure, le bureau du CALHL, etc ...

Le conseil municipal demande à M Alain Sabatier de rédiger les attestations d'accessibilité (un feuillet) pour les ERP de 5ème catégorie correspondants aux cas a) ci-dessus.

Pour les cas b) une demande dérogation est à produire en attente de trouver une solution car les accessibilités MR sont techniquement compliquées à réaliser.

9) Fixation des tarifs pour une "concession" au columbarium

Les travaux d'installation d'un columbarium dans le cimetière communal viennent de s'achever. M le Maire demande aux élus de bien vouloir se prononcer sur le tarif à appliquer pour une concession au columbarium.

Le cout des travaux de construction de cette structure est de : 5680 € montant auquel il convient d'ajouter le prix des travaux d'aménagement réalisés par le personnel technique de la commune. Le coût de l'ensemble est de l'ordre du 8000 € pour 12 emplacements. Le conseil municipal retient le principe d'une concession trentennale pour la place dans le columbarium renouvelable selon le même principe qu'une concession au sol.

Jacky Ferret a déjà travaillé sur la rédaction d'un règlement intérieur pour la gestion des places. Il y aura par ailleurs un n° sur chaque place.

Le conseil municipal décide :

- La durée de la concession est de 30 ans
- Le montant de la concession pour une place pouvant contenir 4 urnes est de 800 €.
- Le montant de la concession pour une place pouvant contenir 6 urnes est de 1200 €.

Après en avoir délibéré le conseil municipal adopte unanimement les dispositions ci-dessus

10) L'école qui accueille Armel DURAN demande une aide financière à la commune.

Par courrier reçu le 6 octobre 2016, l'établissement de formation par alternance la Maison Familiale et Rurale de Anse 69480 "La Petite Gouthière" demande une subvention pour Armel DURAN résidant sur la commune de Laussonne. Les formations concernent des élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de l'enseignement agricole. La seconde professionnelle est tournée vers la nature jardin et paysage forêt. Le bac professionnel concerne la gestion des milieux naturels et de la faune. Après en avoir débattu le conseil municipal décide de ne pas attribuer de subvention.

11) Divers

11-1) Nouvelle tarification pour le nettoyage de la salle polyvalente

L'entreprise SARL DENIS BARDEL CLAIRNET propose une nouvelle grille tarifaire à compter du 1 octobre 2016.

La prestation concerne le nettoyage de la salle polyvalente à la demande des associations utilisatrices suite à manifestations. La demande de prestation doit respecter le délai de 7 jours et devra mentionner le niveau souhaité :

- Prestation forfaitaire niveau 1 (aspiration et lavage de l'ensemble des sols) : 85 €HT (soit 105 €TTC)
- Prestation forfaitaire niveau 2 (aspiration et lavage de l'ensemble des sols + nettoyage désinfectant des parties sanitaires (cuvettes + lave mains+ urinoirs) : 100 €HT (soit 120 €TTC)
- Prestation forfaitaire niveau 3 (aspiration et lavage de l'ensemble des sols + nettoyage désinfectant des parties sanitaires (cuvettes + lave mains+ urinoirs)+ manipulation des tables et chaises) : 115 €HT (soit 135 €TTC)

11-2) Elisabeth CALDAS et de Florence GIROUD vont entrer dans les effectifs de la commune.

► Elisabeth CALDAS intègre la commune de Laussonne pour aider aux activités dans la nouvelle structure "apc-mairie" à compter du 1 décembre 2016 dans un poste à 17h30 hebdomadaire. C'est naturellement un nouveau poste qu'il faut créer.

► Florence GIROUD intègre la commune de Laussonne en remplacement de Martine CHAMBLAS qui fait valoir ses droits à retraite au 1 août 2017. Florence GIROUD devrait intégrer la commune de Laussonne en juin 2017 pour assurer un biseau d'un mois environ. Le poste de Martine CHAMBLAS sera supprimé et le poste de Florence GIROUD sera créé.

11-3) Enlèvement des conteneurs collectifs sur Laussonne.

Teddy GARDES fait remarquer qu'il y a encore quelques difficultés avec le circuit chauffeur SICTOM qui émettent des réserves par rapport aux conditions de circulation dans certains villages et en hiver en particulier. La mise en place de plates-formes nouvelles pourrait être une solution. L'étude correspondante se poursuit dans l'attente de l'enlèvement des derniers conteneurs collectifs dans le village de Laussonne.

11-4) Commémoration du 11 novembre 2016.

La manifestation du souvenir se déroulera dimanche 6 novembre 2016 à 10h30 devant le monument aux morts. La messe est à 9h30.

11-5) Début des travaux pour le multisport

Réunion avec M GREZE mardi 18 octobre sur le site à 17h30 (à confirmer).

11-5) Prochain conseil municipal

Le prochain conseil municipal devrait se tenir le 10 novembre 2016 à 20h30 (sous réserve)

Fin de réunion 23h00

Maire
Pierre GENTES